



© UNICEF/Herold Joseph

STRATEGIE DE PLAIDOYER DU CLUSTER EDUCATION RÉSUMÉ

2024



Introduction

Les conséquences des multiples crises de moyenne et longue durée (violence des groupes armés, catastrophes naturelles, crise économique) qui affectent les familles d'Haïti et leur accès aux services de base ont nécessité, avec l'appui du *Global Education Cluster (GEC)*, la mise en place d'une stratégie de plaidoyer qui présente une brève analyse contextuelle et des pistes de solutions durables sur la manière d'apporter un appui dans le département de l'Artibonite et la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP),



© UNICEF/Herold Joseph

qui sont les zones les plus affectées en termes de ménages présentant des besoins non satisfaits en protection¹. En effet, il est essentiel que l'éducation soit continue, accessible et de qualité afin que les enfants haïtiens puissent façonner et développer leurs idées, leurs perceptions, leurs comportements et leurs valeurs. L'éducation est le pilier d'un développement social et économique durable en Haïti. Elle jouera un rôle central pour instaurer une paix et une sécurité durables dans le pays.

En 2023, **les efforts humanitaires visaient à atteindre plus de 5 millions d'haïtiens dont près de 1,6 million d'enfants en âge scolaire². La détérioration de la situation sécuritaire, le quasi-effondrement des services de base, l'impact d'années de sécheresse et des chocs liés aux désastres naturels entraineront 5,5 millions d'Haïtiens dans un état de vulnérabilité profonde en 2024³.** Les priorités se focalisent sur la réponse aux besoins essentiels, créer un sentiment de sécurité et faciliter la reprise des cours. Compte tenu du contexte sécuritaire volatile et du manque de ressources financières, de sérieuses difficultés dans le rétablissement des enfants et des adolescents sont à attendre.

Sur un appel 2023 de **US\$ 50 M**, le cluster Education a été financé à moins de 20% (soit USD 9 924 765 sur une requête financière de USD 50M) selon OCHA à travers sa plateforme de suivi

¹ REACH, [Haïti MSNA Bulletin 2023 Résumé \(Décembre 2023\) | ReliefWeb Mobile](#) : Près de la moitié des ménages dans la ZMPAP (58%), le Centre (55%), et l'Artibonite (49%) éprouvent des besoins non-satisfaits en protection. La principale préoccupation dans le département du Centre est liée à la protection de l'enfance, avec 44% des ménages dont l'activité principale des enfants est le travail en dehors du ménage. Dans la ZMPP, les besoins non satisfaits en protection sont principalement liés aux incidents de protection auxquels font face les hommes et les femmes, tels que le risque de se faire tuer, les violences sexuelles, le harcèlement physique, le recrutement par un groupe armé, les kidnappings et d'être touché par une balle perdue.

² Selon le HNO 2023, plus de 5,2 millions d'Haïtiens ont besoin d'une aide humanitaire, contre 4,9 millions en 2022. Les conditions humanitaires en Haïti se sont considérablement détériorées au cours de l'année 2023. Une dégradation due à une impasse politique, aux 3 années consécutives de récession économique et à une inflation dépassant les 48%. Entre-temps l'insécurité alimentaire dans le pays a connu une hausse extrêmement préoccupante. Près de la moitié de la population souffre d'insécurité alimentaire et, pour la première fois dans l'histoire d'Haïti, au moins 19 000 personnes étaient confrontées à des niveaux catastrophiques (phase 5 de l'IPC) en 2023. Le désespoir pousse de plus en plus de personnes, à quitter le pays, tandis que les rapatriements forcés, se poursuivent par voie terrestre, aérienne ou maritime.

³ [HNRP](#) pour l'année 2024

des financements humanitaires⁴. Cette situation a empêché la mise en œuvre des activités prévues car seulement 86 159 enfants en âge scolaire, dont 53 % de filles, ont été soutenus sur une cible de 1 670 920 enfants, soit un taux de réalisation de près de 6 %, principalement en raison de l'insuffisance des ressources financières.

En 2024 le cluster lance un appel de US\$ 30 M pour assister 774 196 personnes, dont 1 700 enseignants et 772 496 enfants affectés par la crise.

Contexte

Avant tout il est à noter qu'en raison de sa position géographique dans les Caraïbes, **Haïti est fortement exposé aux tempêtes tropicales et aux ouragans**. Les ouragans se forment généralement dans l'océan Atlantique entre juin et novembre et peuvent atteindre la côte haïtienne avec une force destructrice. Les régions côtières, en particulier les basses terres et les bidonvilles densément peuplés, sont particulièrement vulnérables aux inondations et aux glissements de terrain.

Le changement climatique exacerbe les vulnérabilités sous-jacentes qui continueront à dégrader les moyens de subsistance et la résilience, car la fréquence et l'intensité des événements météorologiques extrêmes, tels que les cyclones et les inondations, devraient augmenter au cours de la prochaine décennie. **L'imprévisibilité des précipitations risque d'exacerber les impacts climatiques sur des secteurs déjà sensibles et de limiter la croissance économique du pays**. Parmi les pays insulaires, Haïti se classe au 3e rang en termes de vulnérabilité au changement climatique, selon le cabinet de gestion des risques Maplecroft.

Depuis 2015, le pays fait face à une crise institutionnelle et sociopolitique aigüe avec comme effets une hausse importante du phénomène de l'insécurité notamment dans la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP), l'Artibonite, le Centre et l'Ouest. Les vulnérabilités structurelles et les effets des crises ne font qu'exacerber les besoins humanitaires. De plus, tous les départements du pays sont exposés aux catastrophes naturelles, notamment :

- Le dernier tremblement de terre survenu le 14 août 2021 dans la région Sud du pays qui a affecté directement plus de 800 mille personnes⁵.
- La pandémie mondiale de Covid-19 provoquant 19 374 cas et 487 décès à travers le pays et ses effets sur l'économie et les secteurs sociaux

Le système éducatif haïtien, composé des secteurs formel et non formel, compte près de 20 000 écoles fondamentales et secondaires. Le secteur privé scolarise 77% des élèves au total et représente 85% des infrastructures scolaires⁶. Selon le dernier recensement scolaire de

⁴ [Haïti Plan de Réponse Humanitaire 2023 | Financial Tracking Service \(unocha.org\)](#)

⁵ UN-OCHA. Aperçu des besoins humanitaires Haïti. 2022. L'histoire du pays est marquée par de nombreuses tempêtes et ouragans dévastateurs, dont Jeanne en 2004, Hanna en 2008 et Matthew en 2016, qui ont affecté d'innombrables personnes et dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui. L'ouragan Matthew a causé des pertes et des dommages estimés à 13 % du PIB de 2015, laissant 1,2 million de personnes dans le besoin d'aide humanitaire.

⁶ MENFP- Plan décennal 2020-2030.

2016, la population scolarisable, depuis le préscolaire jusqu'au secondaire, est estimée à **3 911 799**. Sur ce total **372 222 enfants sont en dehors de l'école**.⁷ Parmi eux on compte 50 274 enfants de 5 ans qui ne sont scolarisés ni dans le préscolaire ni le fondamental, 25% des filles et 15% des garçons du groupe d'âge qui vivent surtout en milieu rural et enfin 57 884 enfants de 6 à 11 ans qui ne sont pas scolarisés, soit l'équivalent d'une classe d'âge, 19% des garçons et 17% des filles. Ce groupe comprend beaucoup d'enfants non encore inscrits à l'école mais qui entreront plus tardivement ; 43% correspondent à des situations d'abandon scolaire et enfin 64 064 enfants de 12 à 14 ans qui ne sont pas scolarisés, 12% des garçons du groupe d'âge et 6% des filles. Ces chiffres cachent des disparités entre les sexes et les lieux de résidence, tant en milieu rural qu'en milieu urbain. En général, les filles sont beaucoup plus touchées que les garçons.

Il est estimé que la proportion des scolarisés dans le privé ou non-public est de 94 % au préscolaire, 77 % dans le fondamental, 79 % au secondaire, 78 % au supérieur (2013), et plus de 90 % au technique et professionnel. Mais le réseau non-public est, lui-même, très hétérogène, depuis l'établissement d'excellence aux frais de scolarité très élevés, à des structures offrant des services très modestes à des familles qui le sont aussi. Seulement 16 % des écoles primaires et 5 % des écoles secondaires sont publiques selon le recensement scolaire de 2014, ce qui rend l'accès à l'éducation difficile pour les plus vulnérables

Les enfants et les jeunes en situation de handicap souffrent particulièrement d'exclusion et de discrimination. Le taux d'inscription scolaire des enfants et des jeunes en situation de handicap varie entre 8 et 10 %, comparé à 90 % pour les enfants sans handicap. Aussi, 80% des enseignants n'ont pas la formation requise pour assurer une éducation de qualité aux enfants. Enfin les mouvements des populations dus aux violences, catastrophes naturels et crise économique (déplacés et refoulés), privent des enfants de leur droit à l'éducation.

Selon les données les plus récentes⁸ :

- Les taux nets de scolarisation des enfants en Haïti sont estimés par le ministère de l'éducation à environ : 60% au préscolaire, 77% au fondamental et 15 % au secondaire
- L'exclusion scolaire est plus marquée en milieu rural qu'en milieu urbain, soient, en moyenne, 6 enfants sur 10 ont accès à l'éducation.⁹
- Les bâtiments ne sont pas adaptés : 35% des écoles publiques et 43% des écoles non publiques
- Plus de 50% des écoles n'ont ni eau ni toilettes
- 80% des enseignants ne sont pas qualifiés
- Les élèves de 4e année sont très en dessous de la moyenne en ce qui concerne la lecture en français et en créole ainsi que les mathématiques

⁷ Out-of-school children /OOSC study, UNICEF, 2017:

<https://www.allinschool.org/media/1561/file/Haiti-OOSC-Country-Study-2017-fr.pdf>

⁸ MENFP- Plan Décennal d'Éducation et de Formation (PDEF) pour la période 2020-2030 :

<https://lescientifique.org/haiti-le-plan-decennal-deducation-et-de-formation-pdef-face-aux-defis-economiques>.

⁹ Seulement 7 enfants sur 10 issus des ménages les plus pauvres fréquentent l'école primaire contre 9 sur 10 chez les ménages les plus riches.

- Les filles fréquentent le système scolaire autant que les garçons : 1,04 au préscolaire, 1 au fondamental 1 et 2, 1,08 au fondamental 3 et 1,07 au secondaire¹⁰
- Plus de la moitié des écoles publiques et non publiques sont de très petite taille (moins de 100 élèves). Il y a très peu d'aménagements pour les enfants ayant un handicap.

Pendant longtemps Haïti a fait face à un manque de données précises, quantitatives comme qualitatives, pour évaluer l'ampleur réelle des problématiques spécifiques au genre, au handicap, à la violence basée sur le genre et aux grossesses précoces. La prise en charge des enfants particulièrement vulnérables reçoit encore une réponse faible des pouvoirs publics, particulièrement pour les enfants souffrant d'un handicap et pour les enfants travailleurs domestiques, estimés à 286 000¹¹. Dans les écoles privées comme dans les publiques, plus de 60% des coûts (manuels scolaires et autres matériels didactiques, uniformes) sont à la charge des familles.

Par ailleurs, en 2015 le Ministère de l'Éducation et de la Formation Professionnelle (MENFP), avec l'appui technique et financier de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), l'Institut Haïtien de Formation en Sciences de l'Éducation (IHFOSED), et le soutien de l'Association Internationale d'Évaluation du Rendement Scolaire (IEA) s'est engagé dans un effort conjoint pour améliorer la qualité du système éducatif, avec l'introduction d'évaluations nationales en français, créole et mathématiques en 4^{ème} année de l'enseignement primaire tel que stipulé dans la clause 3 des 12 mesures.¹²

Présentation de la situation

Les **conséquences** du séisme le plus récent sur le système éducatif haïtien comportent d'énormes dégâts sur les infrastructures ¹³ car ce sont **1,250 écoles fondamentales dans les trois zones les plus touchées** (Cayes, Camp-Perrin et Sant-Louis-du-Sud / département du Sud) qui ont été endommagées ou détruites. Cette situation a affecté directement ou indirectement **307 359 élèves dont la continuité éducative a été perturbée. Près de 7 512 enseignants et plus de 1 000 directeurs d'école auraient été touchés** par les effets du tremblement de terre¹⁴. **Durant la même année**, les groupes armés ont commencé à prendre un **contrôle progressif de certaines zones de Port-au-Prince, provoquant les premières vagues de déplacement interne**.

Suite à la récente escalade de la violence armée qui sévit dans le pays depuis plus de 20 ans, la communauté humanitaire, à travers le [HNRP](#) (document présentant les besoins et le plan de réponse humanitaire 2024), a indiqué que pour l'année 2024, près de **5,5 millions d'Haïtiens** (dont 47 % d'enfants et 51 % de femmes/filles) seront dans un état de vulnérabilité profonde.

¹⁰ MENFP – Analyse sectorielle 2019, PDEF 2020.

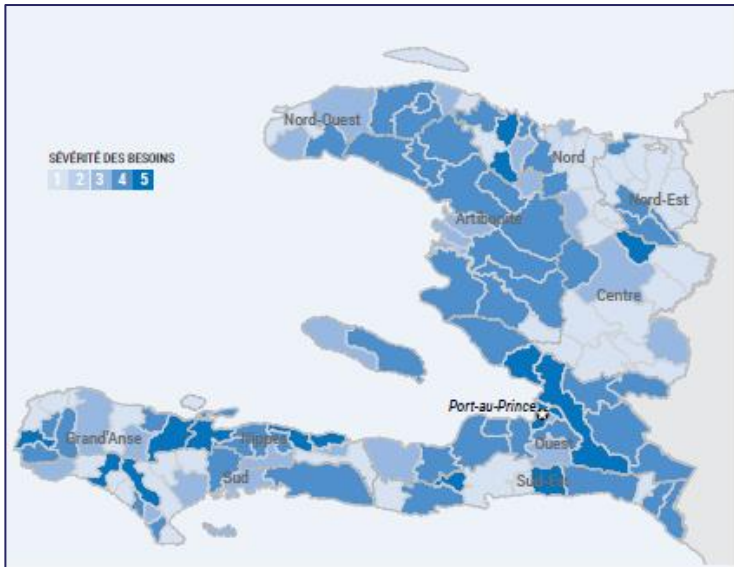
¹¹ FAFO. Les enfants travailleurs domestiques en Haïti en 2014 : Rapport de statistiques

¹² Suite à la publication de l'arrêté présidentiel de septembre 2014 relatif à la réforme du fonctionnement des écoles en Haïti, les tests de rendement nationaux (ou examens nationaux) en 6^e et 12^e année (6^e AF et Rhéto) ont été officiellement supprimés. Comme le stipule l'article 3 de l'arrêté, le MENFP devrait organiser des sessions d'évaluation nationale ciblées à partir de la 4^{ème} année sur les disciplines de base. Ce décret est souvent appelé le "décret des 12 mesures", qui visait à redresser, améliorer et réformer le système éducatif haïtien.

¹³ [UN-OCHA, Haïti : Tremblement de terre Rapport de Situation No. 3 Au 31 Août 2021](#)

¹⁴ [Post-disaster needs assessments, Ministry of planning, 2021](#)

Pour le Cluster Education, ce sont près de **1,2 M d'enfants en âge scolaire et enseignants** (dont 774 000 ciblés pour la réponse) qui ont urgemment besoin de l'accès et de la continuité éducative. Voir ci-dessous la carte de sévérité des besoins éducatifs, pour l'année 2024 :



Carte de sévérité des besoins en éducation (source : [Haïti HNRP 2024](#))

ACCES DIFFICILE

Au cours de trois dernières années académiques, le secteur de l'éducation a fait face aux difficultés suivantes :

- Année académique en cours (2023 – 2024) : Impact croissant de la violence des groupes armés en termes de déplacements¹⁵, de fermeture et d'occupation des écoles. L'évaluation rapide de la situation des écoles par les Directions Départementales de l'Education (DDE) de l'Ouest et de l'Artibonite a permis d'identifier **755 écoles fermées** (dont 159 écoles complètement fermées et 596 partiellement fermées) en juillet 2023 contre **près de 900 en janvier 2024 (dont près de 400 complètement fermées), avec plus de 200 000 élèves et 50 000 enseignants affectés**. Sur le total de juillet 2023, 402 étaient dans l'Artibonite et 353 dans l'Ouest¹⁶ contre un total de près de 900 dont 110 dans l'Artibonite et près de 800 dans l'Ouest¹⁷ en janvier 2024. Entre fin janvier et la première moitié de février 2024, de **nombreuses fermetures temporaires d'établissements scolaires** ont également été constatées en raison des mouvements associés à certaines manifestations et protestations à caractère politique et/ou syndicale dans divers départements, notamment dans la Grand 'Anse et le Nord-Est. Entre-temps, **l'insécurité actuelle a un impact sur le programme de repas scolaires appuyé par le PAM**. Par exemple, dans la semaine du 5 février 2024, selon le PAM, plus de 290 000 enfants n'ont pas pu recevoir de repas scolaires sur les 420 000 prévus, soit parce que les écoles étaient fermées, soit parce que le PAM n'a pas pu se rendre

Les activités des groupes armés ont également entraîné le déplacement de milliers de familles, dont de nombreux enfants en âge scolaire (près de 32 % du total). En outre, près de 200 000 personnes, dont la moitié sont des enfants, sont actuellement déplacées à travers le pays.

¹⁶ En attendant les résultats de la mise à jour (en cours) d'ici février, les échanges actuels avec les autorités scolaires nous ont révélé que la situation ne s'est pas vraiment améliorée.

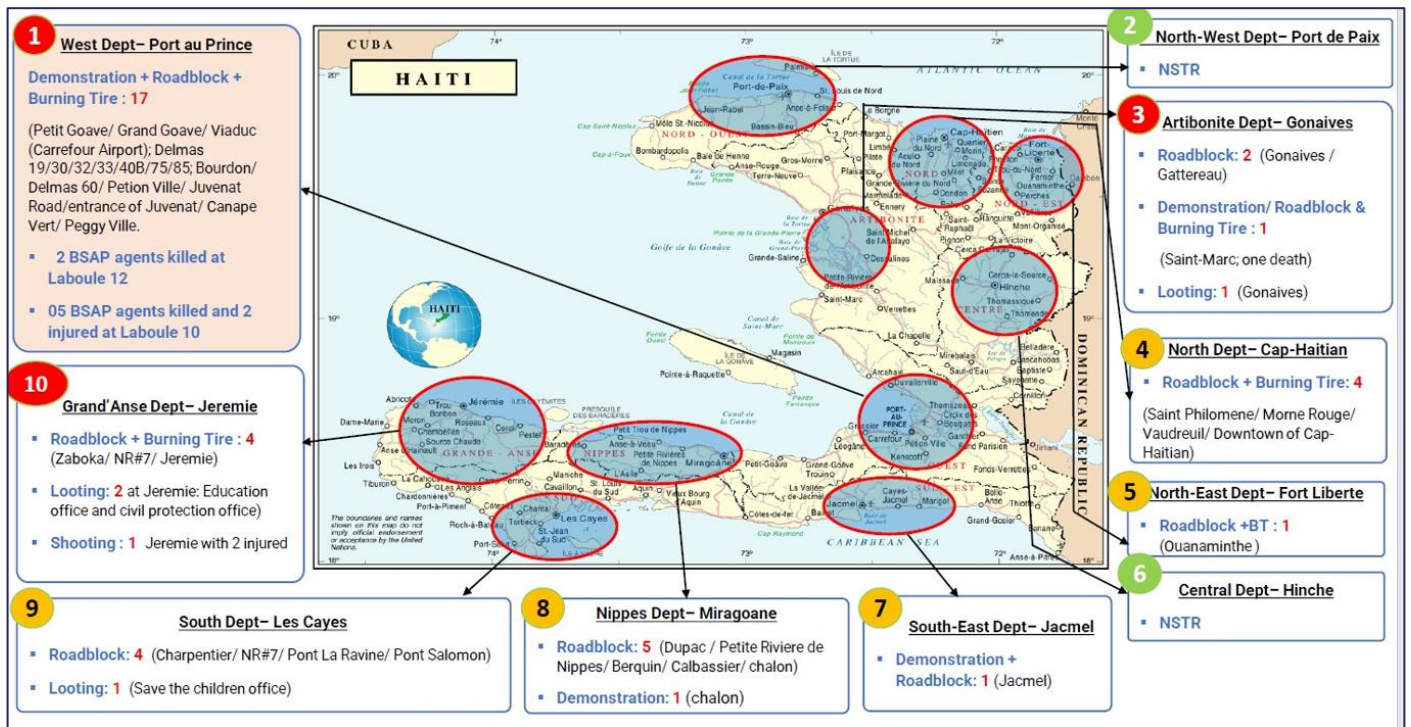
¹⁷ Les données fournies par l'Ouest ne sont pas complètes car la situation y est très volatile (mise à jour en cours).

dans ces écoles en raison de l'insécurité. Depuis janvier, plus de 310 000 enfants censés recevoir un repas scolaire chaque jour ont été affectés par l'insécurité.

- Année académique 2022-2023 : **Les multiples reports de la rentrée scolaire en raison des manifestations** anti-gouvernementales face à la décision portant sur l'annulation de la subvention des produits pétroliers, et les attaques envers les écoles par les groupes armés ont fait perdre plus de 40 jours d'écoles pour les 7% d'écoles ayant réouvert au 7 novembre 2022, et plus de 70 jours pour le reste des élèves qui n'avaient pas repris les activités scolaires au 1^{er} janvier 2023. **Aussi, en juillet 2023 cent trente-neuf (139) établissements scolaires, dont 108 dans l'Artibonite et 31 dans l'Ouest étaient, ont été utilisées comme abris provisoires** par 116 enfants déplacés. D'autres écoles au nombre de 23 ont été quant à elles localisées dans les zones où il y a les bases des groupes armés. En janvier 2024, il a été recensé un total de 135 écoles occupées dont 104 dans l'Artibonite et 31 dans l'Ouest. Parmi elles, 19 étaient situées dans les fiefs des groupes armés dont 12 dans l'Ouest et 7 dans l'Artibonite. L'occupation des écoles par les groupes armés et les dommages causés par ces derniers constituent des cas d' « attaques contre l'éducation »¹⁸.
- Année scolaire 2020-2021 : Voir plus haut pour les **conséquences du séisme** de 2021. It should be noted that between 2018 and 2020, schools were able to operate for approximately 60 to 80 days per year out of the intended 180 days, depriving about 3 million children of their education. This situation has contributed to a significant increase in the number of children deprived of education.

¹⁸INEE, Attaques contre l'Education : [Définition](#)

Les attaques contre l'éducation désignent toute menace intentionnelle ou recours à la force exercé par des groupes armés étatiques ou non étatiques pour des raisons politiques, militaires, idéologiques, sectaires, ethniques, religieuses ou criminelles, à l'encontre d'étudiants, d'éducateurs ou de personnels enseignants, en chemin ou revenant d'un établissement ou d'ailleurs, en raison de leur statut d'étudiant ou d'enseignant. Le terme comprend les enlèvements, le recrutement d'enfants soldats, le travail forcé, les violences sexuelles, les assassinats ciblés, les menaces et le harcèlement, ainsi que d'autres violations. Le pillage, la saisie, l'occupation, la fermeture et la démolition réels et menacés de biens éducatifs par des groupes armés peuvent engendrer un déplacement des enseignants et des étudiants, les empêchant d'accéder à l'éducation. Le ciblage des écoles par les groupes armés a un impact énorme sur la sécurité, le bien-être et la capacité d'apprentissage des enfants. Les enfants qui ont peur d'aller à l'école deviennent plus vulnérables au risque accru de recrutement dans des groupes armés, ou d'être victimes d'exclusion sociale, d'abus sexuels et physiques, et de discrimination socio-économique



Résumé des zones de violence enregistrées au début du mois de février 2024 (source : UNICEF)

LE COUT DE L'EDUCATION RESTE ELEVE POUR DE NOMBREUSES FAMILLES

La revue des décrets établissant les budgets généraux d'Haïti entre 2020 et 2024 indique que les dépenses publiques consacrées à l'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales sont passées d'environ 13% en 2020 à 10% en 2024 :

- Pour l'année fiscale 2023-2024 - seulement 10,3 % du budget sont alloués au secteur éducatif pour l'exercice 2023-2024. Cette tendance à la baisse est en contradiction avec les demandes de la population qui sont en accroissement en matière de besoins de scolarisation et d'éducation. Le montant alloué à l'éducation devrait être augmenté. Il doit progresser pour passer le cap de 4 % à 6% du Produit Intérieur Brut (PIB) ou voire 20% du budget national, comme cela est formulé dans les engagements pris par l'Etat haïtien.
- 12,9 % du budget national est consacré au Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) dans le budget 2020-2021.
- 13,1 % du budget national est consacré au Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) dans le budget 2021-2022.
- 11,20 % du budget national est consacré au Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) dans le budget 2022-2023.

Il faut noter que plus de 85% des ressources budgétaires sont consacrées au fonctionnement, en d'autres termes, au paiement des enseignants et du personnel administratif. Cette réalité financière explique le phénomène de privatisation des services éducatifs en Haïti. Les écoles non-publiques sont gérées par des organisations communautaires/religieuses, à but lucratif ou non gouvernementales et par des services privés. Par conséquent, l'accès à l'école reste difficile pour de nombreux enfants issus des ménages pauvres. Cette situation est en grande

partie liée à la forte dominance de l'offre privée d'éducation qui est proposée à un coût dépassant les capacités des ménages en l'absence de subventions de l'Etat.

RETARD DE REMUNERATION DES PERSONNELS

Il n'est pas rare d'observer des mouvements de grève de la part des enseignants des écoles publiques pour exiger un ajustement de salaire, le paiement des arriérés de salaire, la carte débit, la nomination des enseignants se trouvant dans des salles de classe sans leur lettre de nomination et l'effectivité de l'assurance de santé au profit des professionnels de l'éducation. Des représentants des organisations syndicales enseignantes ont souvent donné des conférences de presse pour demander au Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) de s'appuyer sur les revendications qu'ils formulent.

Quant aux personnels du secteur privé (majoritaires dans le système éducatif), n'ayant presque pas de protection sociale ni sécurité d'emploi, ils se trouvent souvent en situation de précarité. Par exemple les éducateurs sont payés pour une période 10 mois et en cas de longues périodes d'interruption des enseignements, leurs salaires sont bloqués. En plus de cela **la quasi-absence du mouvement syndical dans ce sous-secteur les rend de plus en plus vulnérables**, sans recours pour défendre leurs intérêts. Dans de telles conditions, on ne peut que s'attendre à une dégradation généralisée de la motivation des enseignants. En parallèle se pose le problème de nomination des enseignants qui contribue à réduire encore plus le nombre de jours de classe prévu, vu les grèves qui s'en suivent.

Objectif du Plaidoyer

774 196 enfants d'âge scolaire et enseignants ciblés par le Cluster Education dans le cadre du plan de réponse humanitaire 2024 - qu'ils soient **déplacés internes ou issus des communautés d'accueil vulnérables** - obtiennent un appui en termes d'accès à l'éducation de qualité et de coordination efficace des actions des partenaires du Cluster Education.

Plus concrètement, d'ici fin 2024, grâce au soutien des partenaires financiers internationaux :

- L'accès et la continuité de l'éducation pour les enfants filles et garçons d'âge scolaire (dont 50 pour cent de filles) incluant les enfants en situation de handicap affectés par la crise sont améliorés (**Accès**)
- Un environnement d'apprentissage sûr, protecteur et inclusif pour les élèves filles et garçons (dont 50 pour cent de filles) incluant les enfants en situation de handicap affectés par la crise est établi (**Protection**)
- La qualité de l'apprentissage pour les élèves filles et garçons (dont 50 pour cent de filles) incluant les enfants en situation de handicap affectés par la crise est améliorée (**Qualité et pertinence**)
- Les mécanismes de coordination (nationaux et sous-nationaux) mis en place pour accompagner la réponse aux situations d'urgences sont renforcés (**Coordination**)

Plan d'Actions

NOUS DEVONS PLAIDER EN FAVEUR D'UNE RÉPONSE QUI DONNE LA PRIORITÉ À L'ACCES, LA CONTINUITÉ DE L'ÉDUCATION ET À LA COHESION SOCIALE

- En termes d'approche adaptée au contexte actuel où les enfants côtoient régulièrement la violence, la mesure la plus efficace consiste avant tout à mettre en place des activités créatives et récréatives et ensuite des écoles, afin de rétablir la structure et la stabilité de la vie quotidienne. En effet, **une école qui fonctionne bien fournit les 5 éléments essentiels à la prévention des catastrophes ; il s'agit notamment de : 1) un sentiment de sécurité, 2) l'apaisement, 3) un sentiment d'efficacité personnelle et communautaire, 4) l'établissement de liens et 5) l'espoir¹⁹**. Ces éléments devraient conduire à une transition progressive vers la reprise complète de l'école. Le cadre d'action **RAPID²⁰ développé par l'UNICEF et ses partenaires** reste dans ce cas l'une des meilleures orientations pour établir une base solide axée sur les disciplines de base.
- Le contexte actuel conduit à des tensions entre les communautés, surtout entre les populations et le gouvernement qu'elles estiment « incapable » de les protéger, en particulier les jeunes et les enfants, qui accèdent difficilement aux écoles ou les enseignants non satisfaits de leurs conditions de travail (voir grève enseignante plus haut). Il est donc nécessaire **d'investir davantage dans des programmes qui favorisent la cohésion sociale, la consolidation de la paix et la résolution des conflits et qui garantissent un accès sûr ou alternatif** aux services sociaux par le biais de programmes comme les transferts monétaires.
- **Protéger l'éducation et sécuriser l'apprentissage** des filles et des garçons dans les zones de conflits : L'impact des attaques contre l'éducation peut être dévastateur, et peut aggraver les obstacles auxquels ils sont déjà confrontés pour accéder à l'éducation, en particulier les filles. Pour ces dernières, les attaques exacerbent souvent les discriminations sexuelles préexistantes et les pratiques néfastes telles que le mariage des enfants et les grossesses précoces, qui entraînent des conséquences à vie. **Les filles vivant dans des contextes de conflit et de crise courent près de 90 % plus de risques de ne pas aller à l'école secondaire** comparé à leurs homologues des pays non touchés par un conflit²¹.

NOUS DEVONS DONNER LA PRIORITÉ À L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DES ENFANTS ET ÉVITER DE STIGMATISER LES COMMUNAUTÉS

¹⁹ [Five Essential Elements of Immediate and Mid-Term Mass Trauma Intervention: Empirical Evidence - PubMed \(nih.gov\)](#)

²⁰ RAPID= Aider chaque enfant à lire avant l'âge de 10 ans est réalisable grâce à la mise en œuvre du cadre d'action RAPID, développé par l'UNICEF et ses partenaires. Cela nécessite : Atteindre chaque enfant et le maintenir à l'école ; Évaluer régulièrement les niveaux d'apprentissage ; Prioriser l'enseignement des fondamentaux, comme éléments constitutifs de l'apprentissage tout au long de la vie ; Accroître l'efficacité de l'enseignement, y compris par l'apprentissage de rattrapage ; et Développer la santé psychosociale et le bien-être afin que chaque enfant soit prêt à apprendre.

²¹ UNESCO, 2015: Humanitarian aid for education: why it matters and why more is needed.

- Le Cluster Education encourage les partenaires financiers à traiter les **questions relatives aux enfants d'une manière qui leur soit le plus profitable, y compris la résilience des communautés et la réalisation des droits de l'enfant**, notamment en promouvant l'adhésion au droit international (principalement la Convention relative aux droits de l'enfant) et aux normes et principes de protection en milieu scolaire, y compris les [lignes directrices pour la protection des écoles](#) et la [déclaration sur la sécurité des écoles](#).

NOUS AVONS BESOIN D'UN FINANCEMENT RAPIDE ET FLEXIBLE POUR FAIRE FACE À L'AVENIR

- **L'accès à l'éducation** requiert des efforts de financement par le budget national et les contributions de partenaires de développement et humanitaires dans le secteur de l'éducation pour permettre de couvrir les besoins prioritaires humanitaires dans les zones affectées par les fermetures des écoles, y compris dans les villes secondaires et chefs-lieux des communes les plus affectées, qui ont vu largement croître leurs populations du fait de l'arrivée des populations déplacées. Cette action s'avère encore plus pertinente au moment où le gouvernement sollicite l'intervention d'une force internationale, la mission multinationale de soutien à la sécurité (MMSS) pour accompagner la PNH dans le rétablissement de la sécurité. Face à la possible augmentation des déplacements qui est associée à cette arrivée de la MMS, le cluster Education doit **produire davantage de preuves et présenter les meilleures pratiques démontrant que les investissements dans la prévention, la préparation, la continuité éducative, la promotion de la cohésion sociale et la résilience des communautés scolaires sont essentiels pour protéger les élèves contre d'autres risques et chocs**, et pour contribuer au maintien du développement socio-économique du pays ;
- Il est urgent d'augmenter le financement pour **renforcer immédiatement la résilience des communautés scolaires vulnérables**, qui ne sont pas en mesure de résister à des chocs supplémentaires ou à une insécurité accrue. Il s'agit notamment des enfants d'âge scolaire coincés dans les zones de choc contrôlés par les groupes armés, les élèves déplacés et ceux vivant dans la pauvreté chronique et qui sont incapables de payer les frais scolaires.
- En particulier, le secteur a de plus en plus besoin d'un **financement rapide et flexible pour soutenir les actions de préparation et de réponse dans l'Artibonite, le Centre, l'Ouest et la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP)**. Le contexte évolue rapidement et malgré les capacités de mobilisation actuelle des ressources des acteurs de réponse pour renforcer la présence opérationnelle, leur approvisionnement en stocks et la capacité de leurs équipes à intervenir à grande échelle, **ils ne peuvent pas le faire seuls**.
- Dans la phase d'allocation des fonds, il est souhaitable que les partenaires financiers adoptent une **approche holistique** pour répondre aux besoins multisectoriels des

enfants et des familles, y compris le traitement de la malnutrition, la sensibilisation à la nutrition et au bien-être de l'élève²², la santé sexuelle et reproductive pour les préadolescents/adolescents²³, ainsi que l'engagement et l'emploi des jeunes.

Chiffres clés



**1,2M enfants
dans le besoin**



**116 000 enfants
déplacés scolarisables²⁴**



+ 900 écoles fermées



30M

Un appel à l'Action

La crise humanitaire prive les enfants de leur droit à l'éducation et les expose à de graves risques de protection. Ensemble, nous pouvons assurer la sécurité des enfants et leur permettre d'apprendre. C'est pourquoi les partenaires du Cluster Education d'Haïti appellent aux actions suivantes :

Donateurs :

- **Déployer des efforts additionnels²⁵ afin que des ressources adéquates soient allouées à l'accès à l'éducation dans l'Artibonite, la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP) et le Centre, en mettant l'accent sur la préparation aux situations d'urgence, l'accès et la continuité éducative, le renforcement de la résilience et la cohésion sociale, grâce à un financement opportun, flexible et pluriannuel pour répondre aux besoins dans un contexte devenu fragile et instable. **Par exemple 15 à 20 dollars américains par enfant suffisent pour accompagner la compensation des apprentissages en situations d'urgence et renforcer la capacité du système éducatif existant à fournir des compétences fondamentales. Le financement des disciplines de base est un investissement à court terme.****

²² Concept prôné par le MENFP qui recoupe la santé et la nutrition scolaire ; il comprend les interventions de cantines scolaires et déparasitages.

²³ Ceci est très utile étant donné que les grossesses précoces ont un impact sur la santé nutritionnelle des jeunes femmes et enfants, ainsi que sur le décrochage scolaire. Il s'agit d'une action prioritaire individualisée aussi par le plan conjoint de réponse nutritionnelle PAM-UNICEF, en soutien au Ministère de la Santé Publique et de la Population/MSPP.

²⁴ 32 % du total des PDIs à mi-mars (362 551 personnes) – Source : DTM /OIM.

²⁵ L'éducation est déjà l'un des secteurs les plus sous-financés en Haïti (10,3% en 2023). A la fin de l'année passée, les réponses en matière d'éducation dans le HRP n'étaient financées qu'à hauteur de 20% (données FTS janvier 2024). Cela signifie que ce secteur est particulièrement vulnérable aux chocs économiques et a une capacité limitée de réaffecter ou de réaligner les financements existants. Le fait de ne pas donner la priorité à l'éducation aggrave encore cette situation.

- Accompagner l'**appel à la continuité éducative** lancé par l'UNICEF et l'UNESCO le 02 février 2024 : [L'UNICEF et l'UNESCO réitèrent leur appel au respect du droit des enfants à l'éducation en Haïti face à la montée de l'insécurité et de l'instabilité socio-politique.](#)

Acteurs du Cluster Education :

- Investir dans des **programmes d'apprentissage alternatifs et à distance adaptés au contexte** et veiller à ce qu'ils soient mis à la disposition de tous les élèves non scolarisés en raison de la crise.
- **Transmettre aux communautés des messages essentiels pour contenir l'augmentation des risques de protection** (recrutement des enfants par les groupes armés, viols, meurtres, etc.) car **l'éducation sauve des vies** comme le souligne [l'Introduction aux normes minimales de l'INEE](#) et plus encore dans cette crise. Les acteurs de l'éducation jouent un rôle essentiel dans la protection des enfants en leur offrant des opportunités d'apprentissage, la nutrition / les repas scolaires et, le cas échéant, en veillant à ce que les familles vulnérables aient accès à des services plus spécialisés.
- Veiller à ce que les parties au conflit fassent l'objet d'un **plaidoyer cohérent en faveur de la protection de l'éducation**, y compris le personnel éducatif et les investissements scolaires, le respect des normes relatives au DIH et la [déclaration sur la sécurité des écoles.](#)

Gouvernement :

- **Donner la priorité aux efforts de continuité éducative et de réouverture des écoles pour que les enfants reprennent l'apprentissage, où et quand il est jugé sûr de le faire**, en examinant soigneusement l'impact sur le développement psychosocial, cognitif, physique et le bien-être des enfants.

Activités prioritaires de collecte de fonds

Mobiliser des financements supplémentaires **en prenant en compte les priorités du MENFP.**²⁶

- Elaborer la **cartographie des donateurs du secteur privé** intéressés par l'éducation dans les situations d'urgence et post-urgence.
- Tenir compte des dates importantes pour l'éducation en 2024 (voir calendrier) :

²⁶ Les 7 chantiers prioritaires du MENFP, du préscolaire au secondaire, pour l'année 2024 sont les suivants :

- **Construction** de 20 écoles nationales et lycées, ainsi que du bâtiment central du MENFP
- Attribution d'un **Numéro d'identification scolaire unique (NISU)** à chaque élève tout en se rapportant également à l'accréditation des écoles et la certification des enseignants.
- **Préscolaire obligatoire, multilinguisme**, actualisation des programmes d'études, nouveau système d'évaluation
- Production et distribution gratuites de 1 millions du « **livre unique** » en créole haïtien pour la 3^{ème} et la 4^{ème} fondamentale. Année 2024 : « année de la lecture, cause nationale ».
- **Remplacement graduel des enseignants et cadres techniques** ayant abandonné le secteur
- Accélération du **recrutement et formation des maîtres** pour les nouvelles matières du Fondamental et du Secondaire.
- **Compensation des apprentissages**, incluant la RTE.
- **Extension et expérimentation du baccalauréat technique** à travers les Lycées techniques, incluant les Lycées Techniques Agricoles en lien avec la cantine à base des produits locaux.

- **24 janvier** : Journée internationale de l'éducation
- **6 février** : Journée pour un Internet plus sûr (y compris le lancement de la nouvelle marque U-Report)
- **8 mars** : journée internationale des femmes
- **22 mars** : Journée mondiale de l'eau
- **27 mars** : Lancement du rapport de l'UNICEF sur la pauvreté alimentaire des enfants
- **16 mai** : Journée d'action pour la santé mentale
- **1-30 juin** : Mois de la famille
- **12 août** : Journée internationale de la jeunesse
- **19 août** : Journée mondiale de l'aide humanitaire
- **10 octobre** : Journée mondiale de la santé mentale
- **11 octobre** : Journée internationale de la fille
- **16 octobre** : Journée mondiale de l'alimentation
- **20 novembre** : Journée mondiale de l'enfance
- **3 décembre** : Journée internationale des personnes handicapées
- **10 décembre** : Journée des droits de l'homme

Qu'avons-nous fait jusqu'à présent ?

Face aux besoins croissants en Haïti, le Cluster a intensifié la réponse dans les zones touchées, plus particulièrement dans la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince, les départements de l'Artibonite, Sud, Sud-Est et Nippes. La réponse en matière d'éducation dans le cadre du plan de réponse humanitaire 2023 a été planifiée afin de soutenir l'éducation (accès et continuité éducative) des enfants déplacés internes et ceux vivant dans les zones en proie à la violence des groupes armés en Haïti. Il s'agit principalement de :

- La promotion de l'accès et de la continuité éducative à travers les transferts monétaires aux enseignants et aux familles, la mise en place d'une dizaine d'espaces temporaires d'apprentissage, location des salles de classes, octroi des bourses scolaires, sensibilisations des communautés sur l'importance de l'éducation et d'autres thèmes transversaux. Grâce à ces activités, **86 159 enfants (dont 51 % de filles) âgés de 3 à 17 ans** ont été soit réinsérés soit maintenus dans les classes, ce qui représente 5 % de la cible annuelle du Cluster en 2023 (1,6 million).
- Soutien psychosocial (PSS) et éducation aux compétences de vie pour **12 997 élèves**.
- Formation de **10 492 enseignants** sur modules d'appui psychosocial (APS) et de bien-être des enfants
- Distribution du matériel d'enseignement et d'apprentissage (sacs d'écolier, manuels scolaires/23 509 livres "Liv Inik", diverses fournitures scolaires) à **26 102 élèves**.
- Repas scolaire ou un snack au moins pendant 80% des jours d'école pour **12 607 garçons et filles (3-17 ans)**, grâce à l'appui du PAM dans le cadre du programme des cantines scolaires.

- Production des données statistiques sur les écoles affectées par la violence pour une programmation basée sur des preuves.
- Plus particulièrement le Gouvernement, à travers le MEFP, a pris **une série de mesures** qui doivent être appuyées par les partenaires techniques et financiers (PTF). Parmi ces mesures, figurent :
 - L'émission d'une circulaire aux Directions Départementales de l'Éducation (DDE) sur le rappel et l'obligation d'inscrire les élèves déplacés, l'ajustement du calendrier scolaire pour éviter la perte de plusieurs jours d'école.
 - Le déploiement de 1 900 enseignants pendant 2 mois (ces enseignants ont été soutenus par l'UNICEF par le biais des transferts monétaires) pour combler les effectifs du personnel éducatif.
 - L'utilisation du **Système d'information de gestion de l'éducation (SIGE)** pour améliorer le processus de collecte des données sur les écoles et l'accréditation des écoles privées, identifier les élèves déplacés et systématiser le transfert monétaire dans un contexte économique de restriction des revenus des ménages.
 - La relocalisation des élèves qui ne pouvaient plus être scolarisés à cause des violences vers d'autres établissements loués avec le soutien des partenaires tels que UNICEF. Cette action devrait être soutenue par les acteurs de réponse.

Interventions prioritaires à financer dans l'immédiat

- **Mécanismes capables de soutenir les communautés en difficulté à la suite de la fermeture et l'occupation des écoles** pour assurer la continuité éducative. Ceci implique – sans être exhaustif - **l'offre des opportunités d'éducation** telles que :
 - 1) L'éducation à distance via la radio, la télévision et les plateformes « e-learning ».
 - 2) L'aménagement des espaces d'apprentissages provisoires
 - 3) Le renforcement des capacités d'accueil des écoles censées accueillir des élèves déplacés
 - 4) Relocalisation des écoles vers des sites plus sécurisés
 - 5) Organisation des enseignements pendant la période d'utilisation des écoles comme abris par les PDIs et recherche d'autres sites publics en lieu et place des écoles.
 - 6) L'adaptation des curricula, pratiques d'enseignement, matériels pédagogique et didactique au contexte et aux besoins spécifiques des apprenants des zones à risque. Ceci peut comprendre aussi le renforcement des capacités en matière d'enseignement/apprentissage de qualité dans un contexte de crise.
- **Campagne de retour à l'école lors de la rentrée académique 2024-2025** en mettant l'accent sur les enfants haïtiens non scolarisés et déscolarisés du fait des conséquences de la violence armée
- **Provision d'un repas scolaire nutritif** pour les enfants étudiant dans les espaces d'apprentissage provisoires ²⁷.

²⁷ Ces enfants font partie des foyers les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire en règle générale et il serait important de profiter de la plateforme offerte par l'espace d'apprentissage provisoire pour leur fournir un repas nutritif.

- **Formation des enseignants et des relais communautaires sur le soutien psychosocial** en vue d'aider les écoles dans le développement des plans scolaires de préparation aux situations d'urgence
- **Appui aux familles** : Soutenir les besoins scolaires de base des enfants avec des **transferts monétaires** capables de répondre aux besoins essentiels (frais scolaires, achat des kits scolaires, etc).
- **Aide humanitaire basée sur des preuves des besoins locaux et sur un suivi régulier du contexte général** : Soutenir les efforts allant dans le sens de la génération des données probantes, ce qui sous-entend l'appui au SIGE, le renforcement de la gestion de l'information, y compris le suivi constant de la violation des droits de l'enfant (situation des écoles attaquées, occupées, etc.) et la mise à jour de certains indicateurs clés tels que le coût élevé de l'éducation pour les ménages.
- **Compensation des apprentissages** perdus pendant les déplacements et d'autres crises (grèves, etc.).

Les partenaires du Cluster Education demandent que **le droit de tous les enfants filles et garçons, y compris ceux vivant avec handicap, à l'éducation soit respecté** et que les écoles reprennent leurs activités **en toute sécurité** dès que possible.

Pour plus d'information, veuillez contacter les coordinateurs du cluster éducation en Haïti, Gilbert K. Muyisa et Barry Ibrahima, ainsi que Hervé Bourisquot, président du Cluster et Directeur Général de l'Office National de Partenariat en Éducation (ONAPÉ) aux adresses suivantes :

gkmuyisa@unicef.org;

ibrahima.barry@savehtechildren.org

herve.bourisquot@menfp.gouv.ht



© UNICEF/Herold Joseph